Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur·euses

Bagnolet, le 23 septembre 2025

Communiqué de presse

Le 14 octobre à Paris bloquons ensemble l'accord UE-Mercosur !

Pour stopper l'accord de libre-échange UE-Mercosur, la Confédération paysanne appelle largement l'ensemble des paysan·nes, encartés ou non, les organisations citoyennes de solidarité internationale, de protection des consommateur·trices, de défense de l'environnement, les syndicats de travailleur·euses, les pétitionnaires contre la loi Duplomb, les citoyen·nes **à monter sur Paris pour manifester, tracteurs en tête, le 14 octobre.**

Tous les accords de libre-échange sont à refuser, clause de sauvegarde ou non. Ils sont catastrophiques pour l'avenir de nos élevages et de nos fermes et pour la qualité de notre alimentation. Ils sapent aussi notre démocratie empêchant toute initiative politique publique de justice sociale, de relocalisation et de transition. Nous exigeons donc la régulation des marchés et un commerce international équitable qui placent enfin les enjeux de revenu paysan, de souveraineté alimentaire, de droits sociaux, de protection de l'environnement devant les intérêts financiers des multinationales.

C'est cet appel à une stratégie enfin gagnante contre le libre-échange que nous allons porter cet après-midi en audition à l'Assemblée Nationale sur l'accord UE-Mercosur. Au-delà des discours de façade, nous espérons que les parlementaires et les autres syndicats agricoles seront prêts à poser enfin les bases d'un front de lutte solide contre le libre-échange qui participe à la délocalisation de notre agriculture et à la fragilisation de notre revenu.

Les contradictions profondes actuelles des dirigeants de la FNSEA et de la CR autour des normes empêchent une réelle stratégie gagnante contre les accords de libre-échange. Les dirigeants de la FNSEA orchestrent une stratégie volontairement perdante, du fait de leurs propres intérêts à maintenir ce système économique injuste. Faut-il en effet leur rappeler qu'il n'est pas possible d'un côté de revendiquer de protéger notre agriculture, et de l'autre côté de pousser des mesures accélérant la course à la compétitivité sur les marchés mondiaux : ré-autorisation de pesticides interdits, agrandissement et concentration capitalistique des exploitations, déréglementation des OGM, détricotage des droits sociaux, développement des méga-bassines, soutien à d'autres accords de libre-échange... Cette posture contradictoire est d'une hypocrisie sans nom qui mène le monde agricole dans le mur. Comment allons-nous rivaliser avec des pays où le salaire minimum avoisine un euro l'heure ? Devrons-nous ré-autoriser les antibiotiques comme activateurs de croissance ? Devrons-nous supprimer le SMIC en France ?

Les décideurs politiques doivent aussi avoir le courage de la clarté : vouloir abaisser nos normes pour se battre sur les marchés mondiaux, comme avec la loi Duplomb, ou protéger un modèle agricole et alimentaire de qualité et donc réguler les marchés.

Le 14 octobre, deux camarades seront jugés suite à notre action syndicale du 5 décembre 2024 au Grand Palais lors de la Bourse européenne du commerce, pour dénoncer la spéculation sur les marchés agricoles. Ce doit être le moment d'une mobilisation massive pour stopper tous les accords de libre-échange. C'est en se mobilisant avec le reste de la société, pour créer un rapport de force gagnant, que le monde agricole pourra faire valoir ses revendications pour stopper ces politiques libérales qui détruisent nos fermes, notre revenu, notre santé et l'environnement. Faire croire l'inverse, c'est tromper les paysan·nes sur notre capacité à faire reculer la logique du libre-échange sur nos fermes et dans nos vies.

Ce front commun, le plus large possible, est la condition sine qua non pour réussir à sortir enfin l'agriculture et l'alimentation des logiques de marché !

Contacts :
- Stéphane Galais, porte-parole national : 06 81 27 74 56
- Thomas Gibert, porte-parole national : 06 65 24 66 44
- Fanny Métrat, porte-parole nationale : 06 45 91 14 38
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78